



Communiqué de presse de l'intersyndicale

CGT Educ'action – SNUEP-FSU - SUD Education - SNALC-FGAF – SNCL-FAEN

Baccalauréat Gestion Administration : le ministère ouvre des discussions.

Depuis plusieurs mois, les organisations syndicales de l'enseignement professionnel ont alerté le ministère sur les difficultés rencontrées dans la mise en place du nouveau baccalauréat professionnel Gestion Administration, créé à la rentrée 2012.

Contraint par les nombreuses difficultés remontées des établissements et des CHSCT, le ministère a enfin réuni les différentes organisations syndicales mercredi 5 mars pour ouvrir le dossier. Cette fusion du bac pro Comptabilité et du bac pro Secrétariat, qui s'est mise en place sans concertation, n'a pas été accompagnée par une formation suffisante des personnels. De plus, une nouvelle organisation matérielle des salles de classes dont les équipements n'ont pas pu être partout réalisés a créé de nombreux dysfonctionnements. Les instructions pédagogiques, différentes suivant les académies, sont pour certaines d'entre elles inadaptées et mettent les enseignant-es en difficulté, créant ainsi un grand stress du fait de la surcharge de travail qu'elles imposent, de la perte de sens du métier et des conséquences pour la formation de leurs élèves et de leur réussite au baccalauréat. Les nombreuses alertes sur la souffrance au travail de ces personnels nécessitaient une réflexion urgente. Les organisations syndicales ont dénoncé les incohérences pédagogiques mises en évidence sur le terrain et rappelé que ce nouveau baccalauréat professionnel souffrait aussi des difficultés liées à la réforme du bac pro en 3 ans (réduction de près de 30 % du temps de formation) et à la politique du « tout CCF ».

Cette première réunion au ministère a permis de lister les différents problèmes. Elle sera suivie de plusieurs autres pour arriver rapidement à des propositions ministérielles permettant aux élèves, engagés depuis 18 mois dans cette formation, de pouvoir valider correctement les exigences nécessaires à l'obtention du baccalauréat et un allègement de la charge de travail des professeur-es.

Montreuil, le 11 mars 2014.